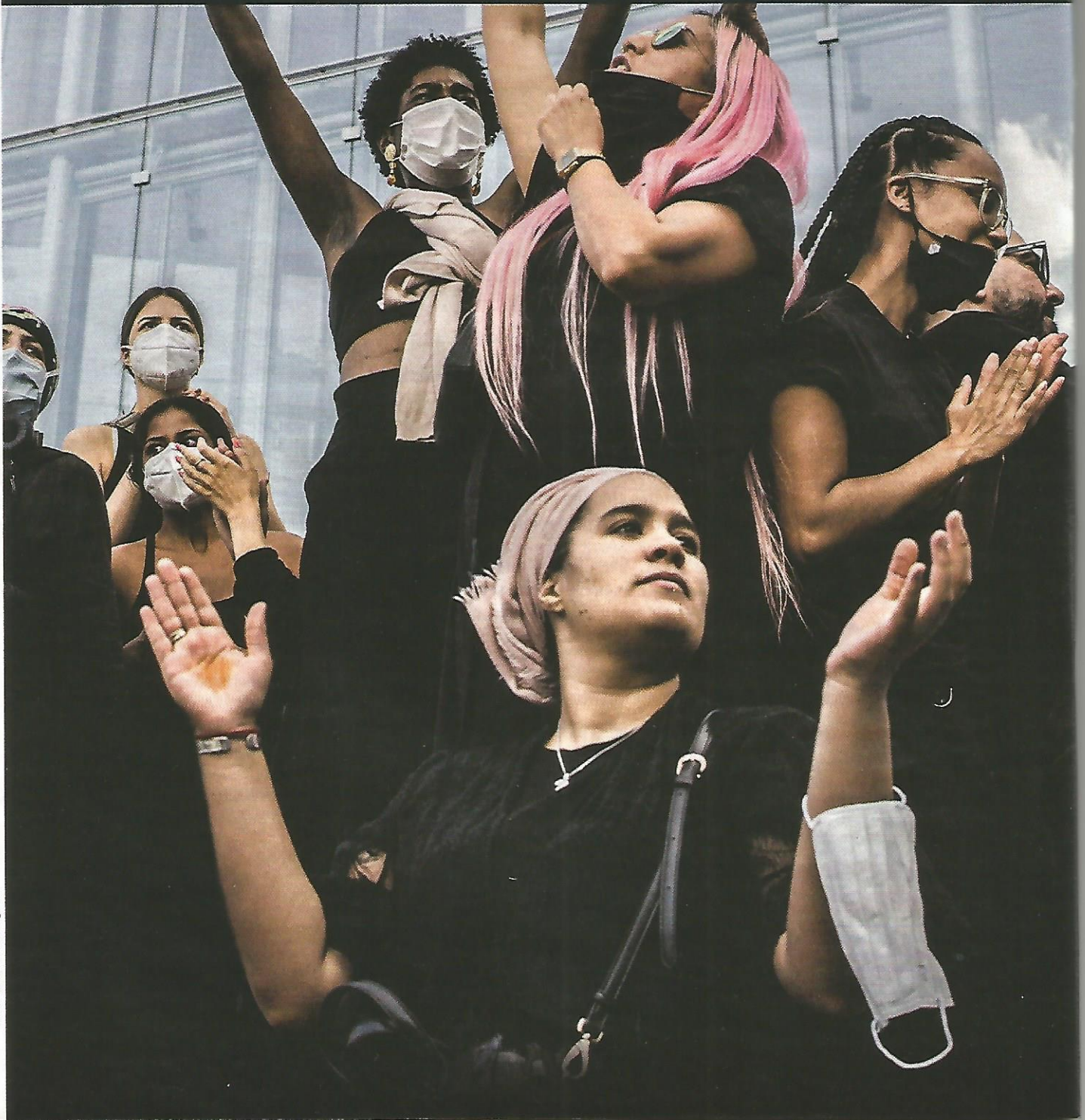


LA FRANCE EST-ELLE RACISTE ?



La juste émotion suscitée par la mort de George Floyd conduit à un amalgame entre des sociétés bien différentes. Confisquant l'antiracisme, le mouvement indigéniste prétend que la France serait intrinsèquement raciste. Pour mieux faire avancer une vision racialisée, au détriment de l'universalisme, qui ne voit que des citoyens libres, émancipés de leurs déterminismes de naissance. **PAR NATACHA POLONY**

LA MOBILISATION

autour du comité Adama (ici, le 2 juin devant le palais de justice de Paris), a été renforcée par l'indignation venue d'outre-Atlantique. Certains ne voient aucune différence entre les Noirs américains et ceux vivant en France.



Le débat est piégé. C'est sans doute pour cela que les politiques, le président en tête, semblent si réticents à s'y engager. Et c'est justement pour cela qu'il est nécessaire d'y plonger, avec pour boussole les principes de *Marianne*, qui nous ont toujours amenés à choisir le chemin le plus difficile, celui de la ligne de crête.

Au préalable, posons quelques points : l'émotion mondiale suscitée par la mort de George Floyd révèle une sensibilité appréciable des opinions. Le racisme revulue, et son spectacle évident fait se lever la jeunesse. Or ce racisme est une des dimensions essentielles de l'histoire américaine. Les manifestations qui ont lieu partout, et en particulier en France, nous racontent donc comment la diffusion des images, à travers l'industrie du spectacle comme à travers les réseaux sociaux, efface peu à peu l'histoire et les spécificités culturelles. Tel est le « soft power » américain, selon ses deux versants : il permet à la planète entière de pointer du doigt les travers des Etats-Unis, mais il exporte leur vision d'une société faite de communautés et de couleur de peau.

Le terrain français est paradoxalement devenu favorable à un tel arasement des spécificités. Nombre de jeunes qui défilent « pour George Floyd et Adama Traoré » ne voient sincèrement aucune différence entre les Noirs américains, descendants d'esclaves, dans une société qui s'est fracturée sur cette question au point d'aboutir à une des

pires guerres civiles de l'histoire et qui a maintenu tardivement une ségrégation inscrite dans la loi, et les Noirs vivant en France, certains venus des Antilles et eux aussi descendants d'esclaves, mais d'autres venus d'Afrique et d'immigration récente, dans un pays dont les principes sont hérités de la Révolution, qui avait aboli l'esclavage, malgré les soubresauts ultérieurs.

Réclamer que la justice passe et que des mesures soient prises pour que plus personne ne meure lors d'une interpellation ou ne soit grièvement blessé lors d'une manifestation est parfaitement légitime. Même si l'on reste pantois devant les déclarations de Christophe Castaner, si prompt à criminaliser les « gilets jaunes », ces « factieux » qui manifestaient sans autorisation, et qui déclare désormais que « l'émotion saine [...] peut parfois dépasser les règles juridiques ». Mais la police française n'est pas la police américaine, laquelle est obsédée par le risque d'affronter des délinquants potentiellement armés. Faisons face à la réalité, formons les policiers, combattons le racisme qui en anime un nombre trop important, prévenons et sanctionnons les violences policières. Mais souvenons-nous que les pires violences ont eu lieu dans des manifestations sans la moindre problématique raciale, à cause de politiques de maintien de l'ordre absurdes et dangereuses. Souvenons-nous également que les mêmes policiers, au quotidien, affrontent des guets-apens, des insultes, des violences et sont traités comme les pailleçons d'une société qui a renoncé à la promesse républicaine et qui achète la paix sociale en laissant les trafics gangrenner les quartiers où sont concentrées les populations d'origine immigrée.

Depuis des décennies, le problème ronge le pays de l'intérieur. Quand Nicolas Sarkozy, sur la dalle d'Argenteuil, parle de la « racaille » (lire notre reportage pages 22-23), il prétend mettre fin à une impuissance déjà ancrée. Et, malgré les impostures du personnage, il a soin, deux ans plus tard, lors de la campagne présidentielle, d'articuler >



Corentin Fohlen / Divergence

➤ cette dimension martiale avec un raffermissement de la promesse républicaine, notamment à travers l'éloge de l'école et le projet d'un « plan Marshall » pour les banlieues porté par Fadela Amara. Il y ajoute même un peu de discrimination positive, pour souligner qu'il entend l'impatience et la frustration. Tout cela se finira pathétiquement par le discours de Grenoble, « *l'homme africain [qui] n'est pas assez entré dans l'histoire* »... Dix ans plus tard, Emmanuel Macron a cru que promettre des emplois de chauffeur Uber à une jeunesse frappée par le chômage de masse et la relégation sociale, mais aussi travaillée par des mouvements communautaristes acharnés contre l'universalisme français, allait suffire. Il déchant.

Lorsque l'historien Pascal Blanchard affirme doctement sur un plateau de télévision, dans un vaste mélange entre George Floyd, Adama Traoré et *Tintin au Congo*, que « *la violence a toujours été nécessaire pour remettre le Noir à sa place, c'est ça l'histoire coloniale* », il prétend tout simplement qu'il y aurait, dans les structures mêmes de l'Etat,

dans sa police, dans sa justice, une forme de ségrégation fondée sur une hiérarchie des races. Aveuglement simpliste de celui qui veut absolument se sentir dans le camp du bien ou manipulation idéologique d'un allergique au modèle républicain ? On hésite. Incompréhension totale, en tout cas, de la logique révolutionnaire à l'œuvre dans la Déclaration des droits de l'homme et de sa déclinaison dans l'histoire française. L'universalisme qui ne voit dans les citoyens que des individus libres, émancipés de leurs déterminismes de naissance, a certes été trahi par la colonisation, comme il a été nié par le maintien en état de minorité des femmes, mais son application pleine et entière a progressé deux siècles durant en imposant sa logique. Cet universalisme porte en lui l'émancipation de chacun et l'égalité de tous.

Or le mouvement décolonial, indigéniste, qui confisque aujourd'hui l'antiracisme, combat ce modèle au nom d'une vision racialisée pour le moins répugnante. « Privilège blanc », cette expression qui s'impose dans le

LA POLICE FRANÇAISE n'est pas la police américaine, obsédée par le risque d'affronter des délinquants armés.

paysage médiatique français grâce à quelques figures médiatiques pressées d'afficher leur conscience pure, en est le meilleur exemple. Celle qui en a donné la définition faisant foi s'appelle Peggy McIntosh, femme blanche de la bonne société de la côte est (lire p. 18). En 1989, elle publie un article définissant par 26 exemples le « privilège blanc » : « *Je peux, si je le désire, m'arranger pour être en compagnie de gens de ma race la plupart du temps. [...] Je peux aller faire mes courses seule en étant sûre de ne pas être suivie ou harcelée. [...] Quand on me parle de notre héritage national ou de "civilisation", on montre des gens de ma couleur qui en ont fait ce qu'il est. [...] Je peux aller dans un magasin de musique en comptant y trouver la musique de ma race...* » Passons sur le concept de « musique de race », qui fait frémir. Ce que nous décrit Peggy McIntosh, c'est son privilège de femme riche, auquel elle mêle ses préjugés racistes, qui lui font considérer qu'il existerait des races qui impliquent des cultures différentes. C'est donc ce concept que mettent en avant nos stars de cinéma et écrivaines punk pour affirmer que la France serait une nation intrinsèquement raciste, dans ses principes et son organisation...

Des principes communs

Une autre écrivaine, Tania de Montaigne, a fort justement répondu que ce n'était pas le privilège blanc mais « le non-respect des droits humains » qui était décrit par les jeunes manifestant contre le racisme. On pourrait y ajouter l'abandon de tout progrès social, un système économique qui condamne les plus pauvres – et donc, notamment, les derniers arrivés sur le territoire – à la relégation. Mais jeter aux orties, dans un contre-sens monstrueux, l'universalisme qui nous permet de vivre ensemble, d'où que nous venions, en partageant des principes communs, ne fera que susciter des haines et des conflits dont le principal résultat sera d'empêcher toute transformation économique et sociale. ■ N.P.

**CE N'EST PAS LE PRIVILÈGE BLANC
MAIS "LE NON-RESPECT DES DROITS
HUMAINS" QUI EST DÉCRIT PAR LES JEUNES
MANIFESTANT CONTRE LE RACISME.**